

Le manufacturier **en bref**

Décembre 2017

Impact économique du secteur manufacturier au Québec, 2013

Introduction

L'industrie manufacturière québécoise occupe une place importante dans l'économie du Québec. En 2013, les activités du secteur de la fabrication au Québec représentaient 13,39 % (45,1 G\$) du produit intérieur brut (PIB¹) total et 11,7 % des emplois² au Québec. Depuis 2013, on observe un regain de l'activité manufacturière au Québec : les dernières estimations disponibles indiquent une tendance à la hausse des ventes manufacturières³. Les activités de cette industrie génèrent des emplois et de la valeur ajoutée pour le Québec. De plus, en effectuant des achats de biens et de services utilisés comme intrants, le secteur manufacturier est responsable de l'activité de production de plusieurs industries au Québec. L'utilisation du modèle intersectoriel du Québec (MISQ) s'avère pertinente pour évaluer l'ampleur des impacts économiques du secteur manufacturier au Québec.

Le MISQ est un instrument d'analyse permettant de mesurer l'impact économique d'un projet de dépenses dans l'économie québécoise. À partir de différents

types de dépenses (chocs), le modèle estime les impacts sur la valeur ajoutée, la main-d'œuvre, les importations et les autres productions. Il permet aussi d'estimer les revenus des gouvernements sous forme d'impôts et de taxes et les prélèvements parafiscaux payés par les travailleurs salariés et les employeurs. Le MISQ permet non seulement d'estimer ces impacts, mais aussi de les classer en effets directs et indirects. Ainsi, les résultats du modèle permettent d'apprécier l'impact du choc de dépenses, tant dans le secteur directement touché que dans les secteurs fournisseurs de ce dernier.

Le présent bulletin analyse l'impact d'une tranche de 100 M\$ en charges d'exploitation du secteur manufacturier dans l'économie québécoise en 2013. L'analyse portera sur la ventilation des achats d'intrants, les effets sur les importations et les impacts touchant la valeur ajoutée et l'emploi. Une comparaison des résultats du modèle par rapport à d'autres secteurs productifs sera également présentée dans ce bulletin.

Définitions des résultats estimés par le modèle intersectoriel du Québec

La valeur ajoutée

La valeur ajoutée est l'effort que le producteur ajoute à ses intrants intermédiaires pour répondre aux demandes qui lui sont adressées. Dans le modèle intersectoriel, elle est obtenue par la somme des rémunérations des facteurs de production, soit les salaires et traitements avant impôts, le revenu mixte brut et les autres revenus bruts avant impôts. Le concept de retombée économique est donc étroitement lié à celui de valeur ajoutée et de contribution au PIB. Part importante de la valeur ajoutée, les salaires et traitements avant impôts correspondent à la rémunération brute des salariés. Ils sont estimés avant toutes déductions

(impôts et prélèvements parafiscaux). Le revenu mixte brut désigne le revenu des propriétaires des entreprises non constituées en société (entreprises individuelles). Le terme « mixte » fait référence au fait que le revenu comprend à la fois la rémunération pour le travail effectué par le propriétaire et le revenu du propriétaire à titre d'entrepreneur. Il est l'équivalent du « revenu net des entreprises individuelles » auparavant utilisé dans le MISQ. Depuis 2010, ce revenu inclut les provisions pour consommation de capital des entreprises individuelles (construction, machines et équipement, logiciels) qui étaient auparavant dans

1. Selon le PIB aux prix de base, exprimé en dollars courants.

2. Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail*, 2013.

3. Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les industries manufacturières et de l'exploitation forestière*, 2013, 2014 et 2015.

les autres revenus bruts, d'où l'ajout du mot « brut ». Quant à cette dernière catégorie (les autres revenus bruts), elle comprend les profits, la rémunération du capital (amortissement, épuisement et dépréciation du matériel et des bâtiments), les intérêts divers ainsi que les autres frais (charges patronales, avantages sociaux, etc.).

L'emploi

Les secteurs d'activité doivent engager des employés dans leur processus de production. L'emploi représente la charge de travail utilisée par une industrie pour satisfaire la demande qui lui est adressée. Le modèle intersectoriel estime deux types d'emplois : les salariés et les autres travailleurs. Les employés salariés sont ceux qui reçoivent les salaires et traitements tels qu'estimés par le modèle. Ils reçoivent ces salaires à titre de travailleurs réguliers des secteurs d'activité. Les autres travailleurs, quant à eux, correspondent aux entrepreneurs constitués en entreprises individuelles, comme les avocats et les exploitants agricoles. Les autres travailleurs se partagent les revenus nets des entreprises individuelles. Afin d'estimer l'emploi, l'unité de mesure utilisée par le MISQ est l'année-personne. L'utilisation de cette unité de mesure permet une normalisation sur une base annuelle provenant des différents types d'emplois, comme les employés à temps partiel et les travailleurs saisonniers.

Fonctionnement du modèle intersectoriel du Québec

Les résultats produits par le MISQ font toujours suite à une simulation de dépenses liées à différents types de demandes. Il s'agit d'un modèle de propagation de la demande, car les résultats sont essentiellement dictés par le comportement de cette demande.

Selon ce processus de propagation, la dépense initiale ou le choc initial d'un agent économique constitue un revenu perçu par d'autres agents. En contrepartie de cette recette, les secteurs productifs augmentent leur production pour répondre à cette nouvelle demande. Cet accroissement de production se traduit lui-même en une demande supplémentaire de valeur ajoutée et en achats de biens et services intermédiaires. On constate alors que la dépense initiale a provoqué une « onde de choc » dans l'économie et le processus se poursuit en cycles successifs de dépenses et de revenus, et ce, jusqu'à ce que la totalité de la demande initiale soit satisfaite.

Les fuites

Les importations correspondent aux sommes versées en contrepartie des achats de biens et services provenant de l'étranger. Les résultats produits par le modèle permettent de distinguer les importations internationales de celles qui proviennent des autres provinces canadiennes. Les importations sont considérées comme des fuites, car elles ne génèrent pas d'activité économique au Québec. Deux autres types de productions peuvent, tout comme les importations, être considérées comme des fuites du système de production, soit la diminution des stocks et la vente de biens des secteurs de la demande finale.

Les taxes indirectes

Les taxes indirectes sont des paiements unilatéraux faits par les secteurs productifs et de la demande finale aux différents ordres de gouvernement, et ce, sans contrepartie de la part des administrations publiques. Les taxes indirectes sont de deux types : les taxes sur les produits et les taxes sur la production.

La fiscalité et la parafiscalité

Le modèle intersectoriel calcule l'impôt et les prélèvements parafiscaux provenant des salaires et traitements versés aux salariés. Le modèle permet de répartir ces revenus fiscaux générés en fonction des deux ordres de gouvernement et en tenant compte de certaines déductions moyennes.

Ainsi, ce processus itératif à la base du modèle permet de ventiler l'impact de la dépense initiale du secteur manufacturier en effets directs et indirects. L'effet direct est ressenti dans le secteur manufacturier qui est immédiatement sollicité par le choc de dépenses, alors que l'effet indirect se répercute chez ses fournisseurs. Les effets indirects peuvent de façon analogue être ventilés en effets chez les premiers fournisseurs de ce secteur et chez les autres fournisseurs de la chaîne de production.

Comme pour tout outil d'estimation, certaines hypothèses sous-tendent l'utilisation du MISQ. Ces hypothèses permettent d'établir les limites d'utilisation du modèle tout en déterminant des balises encadrant l'interprétation des résultats produits. Une description plus complète des hypothèses du modèle peut être consultée dans le document [*Le modèle intersectoriel du Québec. Fonctionnement et applications*](#). En dépit de ces limites, le modèle demeure l'outil par excellence pour produire des estimations marginales de court terme dans le cadre d'une analyse d'impact intersectorielle de l'économie du Québec.

Ventilation des dépenses d'exploitation de 100 M\$ du secteur manufacturier québécois en 2013

Afin de mesurer les retombées économiques du secteur manufacturier québécois, une tranche de 100 M\$ de dépenses en charges d'exploitation de l'industrie a été simulée à partir du MISQ. Le modèle utilisé est basé sur les tableaux des ressources et des emplois de 2013 et des paramètres d'ajustement de 2017 (salaires moyens, paramètres fiscaux et parafiscaux). La structure de dépenses utilisée se base sur une structure moyenne de l'industrie manufacturière québécoise telle que représentée dans le tableau 1.

Selon cette structure, les dépenses d'opération de 100 M\$ (choc initial) sont consacrées aux achats d'intrants et de services, à hauteur de 69,3 M\$, et à la rémunération des facteurs de production (valeur ajoutée), soit 30,8 M\$.

Achats d'intrants intermédiaires

La ventilation des achats d'intrants intermédiaires par biens et services démontre l'existence d'interrelations (ventes entre les entreprises manufacturières) au sein du secteur manufacturier puisque les biens manufacturés composent plus de la moitié des achats totaux en biens et services (40,0 M\$; 57,8 %). Les principaux biens manufacturés achetés sont des produits métalliques primaires (8,6 M\$; 21,6 %), des produits chimiques et pharmaceutiques (6,2 M\$; 15,6 %) et du matériel de

transport (4,7 M\$; 11,8 %). Le secteur manufacturier consacre également une part importante de ses achats en biens primaires (17,5 M\$; 25,3 %), soit essentiellement des combustibles minéraux (pétrole brut, gaz naturel et charbon). Ces derniers constituent plus de la moitié (9,4 M\$; 53,4 %) des achats de biens primaires.

D'autre part, les secteurs de la construction et des services d'utilité publique (le groupe « autres biens ») occupent seulement 3,1 % (2,1 M\$) des dépenses totales en achats de biens et services. Enfin, les achats de services (autres services et secteurs non commerciaux) s'élèvent à 9,6 M\$ et sont constitués principalement de services professionnels et aux entreprises (3,5 M\$).

Valeur ajoutée et emploi

Le choc initial de 100 M\$ de l'industrie manufacturière québécoise génère un impact sur sa propre valeur ajoutée de 30,8 M\$. Cette rémunération des facteurs de production estimée est essentiellement composée des autres revenus bruts avant impôts (15,6 M\$) et des salaires et traitements avant impôts (15,0 M\$). La part des revenus mixtes bruts dans la valeur ajoutée est pratiquement nulle (101,0 k\$; 0,3 %). Le choc de dépenses entraîne également une charge de travail directe sur la main-d'œuvre estimée à 280,2 années-personnes en 2013.

Tableau 1

Ventilation de dépenses liées à un choc de dépenses de 100 M\$ du secteur manufacturier pour l'année 2013

	k\$ de 2013	part en % (intrants ou valeur ajoutée)	part en % du choc de dépense
Total des dépenses en biens et services¹	69 263	100,0 %	69,3 %
Biens primaires	17 522	25,3 %	17,5 %
Autres biens ²	2 125	3,1 %	2,1 %
Biens manufacturés	40 013	57,8 %	40,0 %
Services ³	9 603	13,9 %	9,6 %
Valeur ajoutée aux prix de base	30 774	100,0 %	30,8 %
Salaires et traitements avant impôt	15 051	48,9 %	15,1 %
Revenu mixte brut	101	0,3 %	0,1 %
Autres revenus bruts avant impôt	15 622	50,8 %	15,6 %
Total des dépenses	100 037		
Subventions	- 37		- 0,0 %
Total des dépenses nettes de subventions	100 000		100,0 %
Emploi (années-personnes)	280,2		100 %

1. La ventilation des biens et services est établie à partir de la nomenclature du MISQ selon le niveau « S », soit le niveau le plus agrégé avec 55 biens et services. Les regroupements ont été créés pour les besoins de ce bulletin.

2. Ils comprennent les biens de type « construction » ainsi que les services d'utilité publique.

3. Ils comprennent les services ainsi que les services non commerciaux.

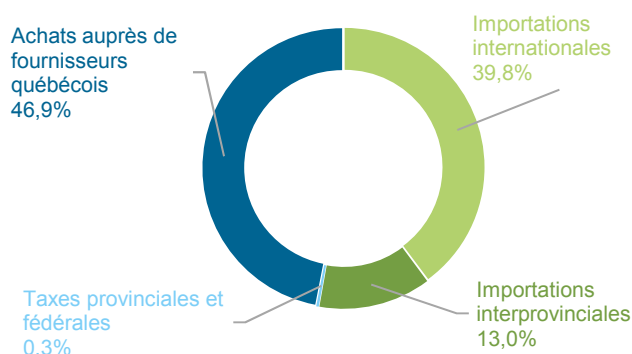
Source : Institut de la statistique du Québec, *Modèle intersectoriel du Québec*, 2013.

La part des intrants importés par le secteur manufacturier québécois

Une part importante des intrants intermédiaires nécessaires à la production manufacturière québécoise provient d'importations interprovinciales ou internationales. En effet, les estimations du modèle indiquent un partage presque égal entre les importations (36,6 M\$; 52,8 %) et les achats locaux (32,5 M\$; 46,9 %) d'intrants intermédiaires. Par ailleurs, les importations interprovinciales sont beaucoup moins importantes (13,0 %) que les importations internationales (39,8 %).

En ce qui concerne les achats de biens manufacturés considérés comme intrants à la production québécoise, un peu plus de la moitié de la dépense est constituée d'importations (22,7 M\$; 56,7 %), alors que 43,0 % de ces achats sont effectués localement (17,2 M\$). Quant aux biens primaires, deuxième intrant en importance, ils proviennent majoritairement des marchés extérieurs, soit une part de la dépense totalisant 63,9 % (11,2 M\$). En revanche, certains produits sont achetés principalement au Québec, comme ceux du groupe « autres biens » (2,1 M\$; 96,6 %) et les services (6,9 M\$; 72,3 %).

Figure 1
Achats d'intrants (incluant les taxes indirectes) du secteur manufacturier québécois, selon la provenance, à la suite du choc de dépenses de 100 M\$ en 2013



Source : Institut de la statistique du Québec, *Modèle intersectoriel du Québec*, 2013.

Tableau 2
Achats d'intrants (incluant les taxes indirectes) du secteur manufacturier du Québec selon la provenance, par type de biens et services, à la suite du choc de dépenses de 100 M\$ en 2013

	Importations internationales et interprovinciales	Taxes provinciales et fédérales	Achats auprès de fournisseurs québécois	Achats totaux de biens et services
	Premiers fournisseurs			
	k\$ de 2013			k\$ de 2013
Biens primaires	11 200,6	12,0	6 309,4	17 522,0
Autres biens	58,4	14,1	2 052,5	2 125,0
Biens manufacturés	22 705,8	115,6	17 191,6	40 013,0
Services	2 609,8	53,7	6 939,5	9 603,0
Total	36 574,6	195,4	32 493,0	69 263,0
	En pourcentage			
Biens primaires	63,9 %	0,1 %	36,0 %	100,0 %
Autres biens	2,7 %	0,7 %	96,6 %	100,0 %
Biens manufacturés	56,7 %	0,3 %	43,0 %	100,0 %
Services	27,2 %	0,6 %	72,3 %	100,0 %
Total	52,8 %	0,3 %	46,9 %	100,0 %

Source : Institut de la statistique du Québec, *Modèle intersectoriel du Québec*, 2013.

Impacts directs, indirects et totaux à la suite du choc initial de 100 M\$ du secteur manufacturier québécois

Le tableau 3 présente la ventilation des impacts en fonction des secteurs productifs à la suite du choc initial de 100 M\$. D'abord, le premier cycle d'impact correspond à l'effet direct sur la valeur ajoutée et la main-d'œuvre du secteur manufacturier québécois. Il a été décrit précédemment dans la ventilation initiale du choc de dépenses et il se chiffre à 30,8 M\$ en valeur ajoutée et à 280,2 années-personnes en charge de travail. Le deuxième impact, les effets indirects sur les fournisseurs du secteur manufacturier québécois, s'élève à 20,7 M\$ en valeur ajoutée et à 206,6 années-personnes en charge de travail. Cet impact se répartit dans six grands secteurs de notre économie dont une part importante est absorbée par le secteur manufacturier lui-même et le secteur des services (autres services). Ainsi, l'effet indirect sur la valeur ajoutée des fournisseurs de services atteint 10,0 M\$ (48,1 %), tandis que celui sur les fournisseurs manufacturiers correspond à 4,7 M\$ (22,7 %). Les autres effets indirects concernent les secteurs primaires (3,1 M\$; 14,9 %), les secteurs des services publics (2,1 M\$; 10,3 %), les secteurs non commerciaux (434,9 k\$; 2,1 %) et les secteurs de la construction (387,6 k\$; 1,9 %).

L'impact total sur l'ensemble des secteurs est de 51,5 M\$ en valeur ajoutée et de 486,8 années-personnes en charge de travail.

Il est important de souligner qu'une part importante de l'impact indirect est attribuable à l'interrelation qui existe entre les entreprises manufacturières. En effet, comme expliqué précédemment, plus de 50 % des achats d'intrants du secteur manufacturier sont constitués de biens manufacturés. Par conséquent, ces achats génèrent de l'impact chez les premiers fournisseurs manufacturiers à hauteur de 3,4 M\$ en valeur ajoutée et de 30,4 années-personnes en charge de travail (voir tableau 4). Le choc atteint également d'autres fournisseurs manufacturiers qui sont sollicités plus loin dans la chaîne de production et qui doivent répondre à la demande d'intrants des différents secteurs concernés par ce même choc. Ainsi, l'impact indirect estimé pour ces autres fournisseurs se chiffre à 1,3 M\$ en valeur ajoutée et à 11,1 années-personnes en emploi. Il est important de noter que la proportion de l'impact chez ces autres fournisseurs manufacturiers attribuable à l'interrelation manufacturière n'a pas été évaluée dans la présente analyse.

Tableau 3

Impacts directs, indirects et totaux à la suite du choc de dépenses de 100 M\$ du secteur manufacturier québécois, par secteur, 2013

	Effets directs		Effets indirects			Effets totaux	
	Valeur ajoutée aux prix de base	Main-d'œuvre	Valeur ajoutée aux prix de base		Main-d'œuvre	Valeur ajoutée aux prix de base	Main-d'œuvre
	k\$	années-personnes	k\$	Répartition	années-personnes	k\$	années-personnes
Secteurs primaires	0,0	0,0	3 085,9	14,9%	23,6	3 085,9	23,6
Secteurs des services publics	0,0	0,0	2 133,6	10,3%	4,2	2 133,6	4,2
Secteurs de la construction	0,0	0,0	387,6	1,9%	3,6	387,6	3,6
Secteurs de la fabrication	30 774,0	280,2	4 709,8	22,7%	41,5	35 483,8	321,7
Secteurs autres services	0,0	0,0	9 983,7	48,1%	129,0	9 983,7	129,0
Secteurs non commerciaux	0,0	0,0	434,9	2,1%	4,7	434,9	4,7
Total des secteurs	30 774,0	280,2	20 735,4	100,0%	206,6	51 509,4	486,8

Source : Institut de la statistique du Québec, *Modèle intersectoriel du Québec*, 2013.

Tableau 4

Impacts directs, indirects et totaux sur le secteur manufacturier, à la suite du choc de dépenses de 100 M\$ du secteur manufacturier québécois, 2013

	Valeur ajoutée au prix de base	Main-d'œuvre
	k\$	années-personne
Effets totaux	35 483,8	321,7
Effets directs	30 774,0	280,2
Effets indirects	4 709,8	41,5
Premiers fournisseurs	3 432,2	30,4
Autres fournisseurs	1 277,5	11,1

Source : Institut de la statistique du Québec, *Modèle intersectoriel du Québec*, 2013.

Les impacts du secteur manufacturier québécois comparés à ceux d'autres secteurs productifs de l'économie québécoise

Toujours dans le but d'évaluer l'impact du secteur manufacturier dans l'économie québécoise, nous avons comparé cette industrie à d'autres secteurs productifs à partir des estimations produites par le modèle. Les estimations sont comparées à partir de la valeur ajoutée totale et de la taxe nette de subvention que l'on peut considérer comme le contenu québécois généré à la suite d'un choc de production de 100 M\$. La valeur du contenu québécois divisée par le choc initial permet de calculer un ratio par dollars de production. Il est important de noter que les paramètres du modèle sont les mêmes pour tous les secteurs simulés.

Comme le montre le tableau 5, parmi les six secteurs simulés, l'industrie manufacturière québécoise est celle qui engendre le moins de contenu québécois par dollars de production. À l'opposé, ce sont les secteurs des services publics qui génèrent la plus grande valeur ajoutée

au Québec. Ces résultats découlent principalement de l'importance des achats d'intrants intermédiaires et des importations selon les secteurs analysés.

Le tableau 6 permet d'évaluer l'importance des intrants et des fuites selon les principaux secteurs productifs. On remarque sans grande surprise que les parts d'intrants (69 %) et d'importations (53 %) les plus élevées concernent le secteur de la fabrication. De plus, lorsqu'on compare la part des importations de ce dernier avec celle du secteur de la construction, deuxième secteur le plus importateur, on observe un écart notable, soit plus de 20 points de pourcentage. Nous pouvons conclure que l'importance des fournisseurs étrangers dans l'industrie manufacturière explique en grande partie le faible contenu québécois qui est généré par ce secteur.

Tableau 5

Ratio de contenu québécois généré à la suite d'un choc de dépenses de 100 M\$, par secteur, 2013

	Valeur ajoutée aux prix de base	Taxes indirectes nettes de subventions	Ratio de contenu québécois
	k\$		
Secteurs des services publics	95 362	106	1,0
Secteurs non commerciaux	85 959	1 089	0,9
Secteurs autres services	82 629	250	0,8
Secteurs de la construction	70 628	655	0,7
Secteurs primaires	73 270	- 2 396	0,7
Secteurs de la fabrication	51 509	97	0,5

Source : Institut de la statistique du Québec, *Modèle intersectoriel du Québec*, 2013.

Tableau 6

Achats d'intrants intermédiaires et importations à la suite d'un choc de dépenses de 100 M\$, par secteur, 2013

	Achats d'intrants	Importations	Achats/Choc	Importations/Achats
	k\$			
Secteurs de la fabrication	69 263,00	36 574,60	0,69	0,53
Secteurs de la construction	54 091,00	16 247,47	0,54	0,30
Secteurs primaires	54 758,00	14 429,17	0,55	0,26
Secteurs d'autres services	40 046,00	10 473,42	0,40	0,26
Secteurs des services publics	11 177,00	2 582,76	0,11	0,23
Secteurs non commerciaux	36 132,00	7 524,07	0,36	0,21

Source : Institut de la statistique du Québec, *Modèle intersectoriel du Québec*, 2013.

Conclusion

La présente analyse met en évidence l'importance des retombées économiques du secteur manufacturier québécois. Les résultats illustrent entre autres l'importance des impacts sur les secteurs des services. De plus, l'activité manufacturière produit des effets importants au sein même de son secteur. Les ventes d'intrants entre les entreprises manufacturières contribuent de façon importante aux effets indirects observés.

D'autre part, les résultats du MISQ permettent de comparer la valeur ajoutée totale qui est générée au Québec à partir d'un choc de production de 100 M\$ simulé sur différents secteurs de l'économie québécoise. Ainsi, le secteur manufacturier québécois se différencie notamment par sa forte consommation d'intrants et par l'importance des fournisseurs étrangers dans sa chaîne de production.

Par ailleurs, il est possible d'étudier sur demande les impacts économiques de certains sous-secteurs manufacturiers tels que la transformation des aliments, la fabrication de matériel de transport et la première transformation des métaux qui ont une plus grande importance au Québec. Une analyse plus fine permettrait de nuancer les résultats présentés dans ce document. Enfin, il est également possible d'analyser sur demande la nature des biens intermédiaires achetés au Québec selon les différents secteurs productifs. Une telle démarche permettrait de comparer les impacts sur les salaires et les emplois des industries affectés par des chocs de production provenant de différents secteurs productifs.

Mise en garde relativement à l'utilisation des résultats produits et des ratios estimés

Les résultats de simulations et les ratios estimés dans le présent bulletin sont produits à des fins de comparaisons uniquement. Les impacts calculés permettent d'apprécier les retombées économiques pour une sélection de secteurs au niveau agrégé. Le niveau d'agrégation simulé ne permet pas d'utiliser ces résultats afin de les appliquer à un projet précis ou à un scénario de dépenses particulier.

Notice bibliographique suggérée

MENDEZ-LEBLOND, Sacha (2017). « Impact économique du secteur manufacturier au Québec, 2013 », *Le manufacturier en bref*, [En ligne], n° 15, décembre, Institut de la statistique du Québec, p. 1-10. [<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/secteur-manufacturier/bulletins/manufacturier-bref-no15.pdf>].

Annexe 1

Achats d'intrants intermédiaires du secteur manufacturier du Québec, par type de biens et services¹, à la suite du choc de dépenses de 100 millions de dollars de ce secteur en 2013

No	Code	Bien et service	Demande intermédiaire k\$ de 2013	en % de chaque catégorie	en % du total	
Biens primaires			Total	17 522	100,0%	25,3%
	bs01	Produits de récolte	1 159	6,6%	1,7%	
	bs02	Animaux vivants	1 410	8,0%	2,0%	
	bs03	Autres produits agricoles	1 636	9,3%	2,4%	
	bs04	Produits forestiers	712	4,1%	1,0%	
	bs05	Produits de la pêche	129	0,7%	0,2%	
	bs06	Services de soutien à l'agriculture et la foresterie	672	3,8%	1,0%	
	bs07	Combustibles minéraux	9 361	53,4%	13,5%	
	bs08	Minerais métalliques et concentrés	1 857	10,6%	2,7%	
	bs09	Minéraux non métalliques	586	3,3%	0,8%	
	bs10	Services de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz	0	0,0%	0,0%	
Services d'utilité publique			Total	1 865	100,0%	2,7%
Construction			Total	260	100,0%	0,4%
	bs12	Construction résidentielle	0	0,0%	0,0%	
	bs13	Construction non résidentielle	0	0,0%	0,0%	
	bs14	Travaux de génie	0	0,0%	0,0%	
	bs15	Construction, réparations	260	100,0%	0,4%	
Biens manufacturés			Total	40 013	100,0%	57,8%
	bs16	Produits de la viande, du poisson et laitiers	998	2,5%	1,4%	
	bs17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	2 546	6,4%	3,7%	
	bs18	Boissons	100	0,2%	0,1%	
	bs19	Tabac et produits du tabac	56	0,1%	0,1%	
	bs20	Produits textiles	920	2,3%	1,3%	
	bs21	Vêtements, produits en tricot et en cuir	86	0,2%	0,1%	
	bs22	Produits du bois	1 730	4,3%	2,5%	
	bs23	Papier et produits connexes	2 177	5,4%	3,1%	
	bs24	Impression et édition	180	0,4%	0,3%	
	bs25	Produits du pétrole et du charbon	1 593	4,0%	2,3%	
	bs26	Produits chimiques et pharmaceutiques	6 244	15,6%	9,0%	
	bs27	Produits en caoutchouc et en plastique	1 438	3,6%	2,1%	
	bs28	Produits minéraux non métalliques	1 052	2,6%	1,5%	
	bs29	Produits métalliques primaires	8 637	21,6%	12,5%	
	bs30	Produits métalliques fabriqués	2 050	5,1%	3,0%	
	bs31	Machinerie	1 559	3,9%	2,3%	
	bs32	Produits informatiques et électroniques	1 279	3,2%	1,8%	
	bs33	Matériel et composants électriques	1 067	2,7%	1,5%	
	bs34	Matériel de transport	4 735	11,8%	6,8%	
	bs35	Meubles et articles d'ameublement	159	0,4%	0,2%	
	bs36	Produits manufacturés divers	1 407	3,5%	2,0%	
Services			Total	9 594	100,0%	13,9%
	bs37	Marges et commissions de commerce de gros	66	0,7%	0,1%	
	bs38	Marges et services de commerce de détail	0	0,0%	0,0%	
	bs39	Services de transports et d'entreposage	1 896	19,8%	2,7%	
	bs40	Produits publiés et audiovisuels	42	0,4%	0,1%	
	bs41	Télécommunications	176	1,8%	0,3%	
	bs42	Services liés à l'information et la culture	400	4,2%	0,6%	
	bs43	Services financiers, assurances	1 778	18,5%	2,6%	
	bs44	Services immobiliers et location	915	9,5%	1,3%	
	bs45	Loyers imputés aux propriétaires occupants	0	0,0%	0,0%	
	bs46	Services professionnels et aux entreprises	3 494	36,4%	5,0%	
	bs47	Services d'enseignement	9	0,1%	0,0%	
	bs48	Soins de santé et assistance social	0	0,0%	0,0%	
	bs49	Arts, spectacles et loisirs	59	0,6%	0,1%	
	bs50	Services d'hébergement et de restauration	378	3,9%	0,5%	
	bs51	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)	381	4,0%	0,6%	
Services non commerciaux			Total	9	100,0%	0,0%
	bs52	Autres services des institutions sans but lucratif au service des ménages	0	0,0%	0,0%	
	bs53	Autres services des administrations publiques	9	100,0%	0,0%	
	bs54	Financement privé des services d'institution sans but lucratif	0	0,0%	0,0%	
	bs55	Financement gouvernemental des services du secteur des administrations publiques	0	0,0%	0,0%	
Total des dépenses en biens et services			69 263	...	100,0%	

1. La ventilation des biens et services est établie à partir de la nomenclature du MISQ selon le niveau «S», soit le niveau le plus agrégé avec 55 biens et services.

En raison des arrondissements, la somme des composantes peut différer du total.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Modèle intersectoriel du Québec*, 2013.

Cette publication a été réalisée par : Sacha Mendez-Leblond, économiste
Sébastien Gagnon, économiste

Avec la collaboration de : Virginie Lachance, mise en page
Direction des statistiques sectorielles
et du développement durable

Sarah Bélanger, révision linguistique
Direction de la diffusion et des communications

Direction : Pierre Cauchon, directeur général adjoint
Direction générale adjointe aux statistiques
et à l'analyse économiques

Pour plus de renseignements : **Sacha Mendez-Leblond**
Direction des statistiques sectorielles
et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2411, poste 3213
Courriel : sacha.mendez-leblond@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^{er} trimestre 2017
ISSN 1920-8715 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec, 2010

Toute reproduction autre qu'à des fins de
consultation personnelle est interdite sans
l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

**Institut
de la statistique**

Québec

